

Communiqué de presse du syndicat SSP – 28.08.2023

**Lancement de la pétition
« Sauvons l'Ecole de Parents, stop au démantèlement ! »**

Le Syndicat des services publics (SSP) ainsi que les enseignantes et les élèves de l'Ecole de parents (DIP) lancent aujourd'hui leur pétition Sauvons l'Ecole de parents, stop au démantèlement!

Institution historique du DIP créée sous le second mandat d'André Chavanne, [l'Ecole de parents \(EPA\)](#) lutte pour sa survie depuis 2018 au moins face à un Département qui semble bien déterminé à s'en débarrasser au moyen d'une politique de la peau de chagrin. A terme, le DIP pourrait confier cette mission à des associations privées ou à l'Hospice général. Pourtant, le DIP, via l'EPA, offre à la population une prestation essentielle en permettant aux parents allophones d'élèves de l'école primaire et du cycle d'orientation de suivre gratuitement des cours de français en vue de mieux accompagner le parcours scolaire de leurs enfants. En effet, tous les parents n'ont pas la possibilité de suivre suffisamment la scolarité de leurs enfants, faute pour nombre d'entre elles et eux d'avoir suivi une formation adaptée, de maîtriser le français, ou de connaître le fonctionnement de l'école et de l'administration genevoises.

Alors qu'une fermeture définitive avait pu être évitée en 2019 grâce à une première lutte syndicale, le constat quatre ans plus tard n'est guère rassurant : « le nombre d'enseignantes diminue d'année en année et des cours sont régulièrement supprimés », regrettent les enseignantes et leur déléguée syndicale. Le Syndicat SSP a continué d'interpeller le DIP en 2022 sur la détérioration de la situation, sans succès. L'an dernier, plus de 600 parents étaient inscrit-e-s aux cours, et plus d'une centaine étaient sur liste d'attente. Or, rien qu'en cette rentrée 2023, cinq cours ont été supprimés du catalogue. L'équipe au nombre de 22 enseignantes en 2019 n'en compte désormais plus que 6, les nouveaux engagements étant bloqués. Pour les enseignantes, cette rentrée 2023 se fait donc sous le signe du désarroi et de l'inquiétude quant à l'avenir. Dans le contexte actuel qui voit l'augmentation de la précarité au sein des familles et l'augmentation d'élèves et de parents allophones fuyant les diverses crises, la nécessité de sauver cette institution et de la doter de suffisamment de moyens et de personnel pour accomplir sa mission est d'autant plus criante

Mais l'Ecole de parents offre bien plus que des cours de français. C'est un outil essentiel de soutien à la scolarité et aux familles autant qu'un projet d'émancipation sociale du DIP. Lors de la conférence de presse tenue ce jour, des parents d'élèves originaires du Sri Lanka, de Roumanie, du Chili, d'Ukraine, d'Espagne, de Suisse et des Etats-Unis ont pris la parole pour témoigner : « Je tiens à remercier les personnes qui ont eu l'idée de créer l'EPA. C'est une institution unique à Genève. Grâce à l'EPA, j'ai pu apprendre le français, soutenir la scolarité de mes enfants dans de meilleures conditions et mieux communiquer avec les enseignant-e-s. Je n'aurais pas pu suivre des cours à l'Ifage ou l'Ecole-club Migros, par exemple. Mon

« salaire ne me le permet pas », explique Gangadhara, qui exerçait lui-même la fonction d'enseignant dans son pays d'origine. Ana, originaire de Roumanie, témoigne de la solidarité et de l'entraide que l'espace et les cours de l'EPA permettent de créer. Tous et toutes ont souligné le soutien essentiel de l'EPA dans le parcours scolaire de leurs enfants, mais aussi son rôle de pont entre les élèves, les familles, l'école publique et Genève. « L'EPA contribue à rendre Genève meilleure », conclut Ricardo, père au foyer installé à Genève depuis quatre ans.

Par cette pétition adressée au DIP, les enseignantes et les élèves de l'EPA ainsi que leur syndicat entendent visibiliser cette institution essentielle et historique du Département - au demeurant peu connue -, afin d'augmenter ses chances de pouvoir continuer de délivrer ses prestations à la population. Les revendications qu'elle contient vont des demandes concrètes de mettre un terme à la politique de blocage des nouveaux engagements et de restaurer les cours supprimés en cette rentrée 2023, à des demandes plus générales relatives à la nécessité de reconnaître à l'EPA son rôle fondamental au sein du DIP.

Pour tout renseignement ou contact supplémentaires :

- Aline Zuber, secrétaire syndicale, 076 297 94 78
- Christian Dandrès, avocat et conseiller national, 079 738 23 66

Dossier de presse en annexe :

- Pétition 2023
- Cahier de revendications adressé en juin 2022 au DIP
- Articles de presse couvrant la mobilisation de 2019
- Pétition 2019
- Archives de presse